

21 septembre 2025



Jérémie St-Pierre

La Fondation de l'État d'Israël



Partie 2 : La Conférence Ratée

La semaine dernière, vous avez peut-être, je l'espère, appris davantage sur les origines historiques du peuple palestinien et du conflit qui l'oppose à la communauté israélienne. Aujourd'hui, place au grand bal diplomatique.

Fondée le 24 juin 1945 à San Francisco, l'Organisation des Nations Unies est née des horreurs de la Shoah et héritière d'un constat largement partagé : avec le développement des technologies, la force ne peut plus être la manière de régler les conflits mondiaux. Après les grands principes et les belles déclarations, le Royaume-Uni lui confie un premier grand test : elle devra trouver une solution à la gouvernance de la Terre de Palestine. Le problème est considérable. Il y aurait autour de 600 000 juifs habitant maintenant sur le territoire palestinien, et plus de 250 000 toujours en attente dans des camps de réfugiés en Europe. La population arabe se compte à 1 200 000 personnes. Elle, qui était ultra majoritaire encore en 1919, est maintenant en bien moins bonne posture. De plus, en Palestine, et à Jérusalem en particulier, la tension est à son paroxysme. En 1946, une milice juive officiellement indépendante des autorités sionistes, mais dont les liens avec les autorités sionistes sont avérés, fomenta un attentat sur l'hôtel King David de Jérusalem, le siège du pouvoir anglais. L'attaque fait 91 morts. Le conflit est au bord de l'embrasement généralisé.



L'Hôtel King David de Jérusalem

Une Commission spéciale de l'ONU pour la Palestine est créée le 15 mai 1947. Déjà, les représentants arabes la remettent en cause. D'abord, ils trouvent inadmissible que ce soit le Royaume-Uni qui décide de qui devra décider du futur de leur région. Plusieurs pays arabes penchaient plutôt pour une demande à la Cour internationale de justice. Cette dernière solution n'est pas admissible pour les sionistes, qui savent qu'en réalité, leur présence est un fait, mais ne découle d'aucun droit. Et puis, au fond même du problème, du point de vue arabe, il n'y a aucune raison que le peuple palestinien donne sa terre d'origine à des colons venus d'Europe. Pour le professeur Cavatorta, la partie était perdue d'avance :

« Déjà la déclaration Balfour était inacceptable pour les Arabes. Là, il doit y avoir une conférence de l'ONU pour mettre en œuvre la solution, donc les délégués israéliens y vont, mais les délégués palestiniens n'y vont pas. Comprenez bien, les Arabes se disent : je possède 100 %, et là vous voulez que j'en donne 50 % ? »

Jamais aucune autorité palestinienne locale n'a accepté l'arrivée de la population juive. Pour les Arabes donc, le processus onusien n'a aucune légitimité. Tout de même, les commissaires remettent leur rapport le 3 septembre 1947.

La Commission devait initialement rendre ses recommandations pour le premier août, mais la situation est vite bloquée. En effet, les tenants d'une ligne plus modérée veulent voir apparaître



un État binational, qui réunirait tous les habitants de la Terre de Palestine. Dans le contexte de 1947, cela voulait dire une mise en minorité importante de la communauté juive. Au contraire, le mouvement sioniste milite pour la solution à deux États. En réalité, il pousse plutôt pour un État juif, et imagine que le reste du territoire sera sous contrôle des Arabes. Finalement, au sein de la Commission, l'option des deux États l'emporte. Un État juif, centré autour de Tel Aviv et des colonies historiques ; un État palestinien autour de Gaza, ancienne localisation du royaume philistin, et de la Cisjordanie. Au total, 56 % du territoire irait aux Israéliens, 43 % aux Palestiniens. Jérusalem et sa vieille ville seraient sous contrôle de l'ONU. Pour le mouvement sioniste, c'est une victoire. Prudence : une fois le plan proposé, il doit être soumis à l'Assemblée générale qui doit l'approuver aux deux tiers.

Les choses paraissent mal engagées pour le mouvement sioniste. Plusieurs États sont assez solidaires des pays arabes et des autorités locales palestiniennes. Même les États d'Europe occidentale ont un gros doute sur la viabilité de la solution proposée par la Commission. C'est d'autant plus vrai que la guerre froide est naissante et que le principal soutien d'Israël, les États-Unis d'Amérique, sont engagés dans une lutte d'influence dans le monde arabe avec l'URSS.



La séance de l'Assemblée générale des Nations Unies s'ouvre à New York lors de la troisième semaine de novembre. La tension est à son comble, il y a alors 57 États représentés et il est clair que le

mouvement sioniste est perdant. Au fil de la semaine en revanche, les lignes bougent. De manière surprenante, les Soviétiques décident de soutenir le plan proposé. Les motivations de l'URSS, historiquement antisioniste, restent obscures. Néanmoins, les pressions sont grandes sur les plus petits pays. Les États-Unis offrent même des prêts contre un vote de soutien à la proposition de la Commission. Le mouvement sioniste fait aussi jouer son influence. Des membres de la délégation sioniste envoient même un télégramme à l'ancien chef d'État et figure de la gauche française d'origine juive Léon Blum pour qu'il pèse sur le vote de la France. Aux États-Unis, le parti démocrate de Truman, au pouvoir, pousse à fond pour l'adoption du plan. Le 26 novembre, un vendredi, alors que doit se tenir le vote, la délégation israélienne fait de l'obstruction pour obtenir un délai supplémentaire de trois jours. Ce sera finalement le 29 novembre 1947. L'Assemblée générale de l'ONU vote alors la résolution 181 (11) concernant le gouvernement futur de la Palestine. C'est juste, mais ça passe. Avec 33 pays (72 %) contre 11 pays (28 %). Tous les pays arabes votent contre, et ils n'ont pas l'intention de s'arrêter là. Alors que le rideau tombe à New York, les armes se préparent à parler en Palestine.